Document généré le 12 juil. 2025 03:50

Revue québécoise de psychologie

LE BONHEUR, BUT DES POLITIQUES PUBLIQUES? CANAND SHOULD HAPPINESS BE A POLICY GOAL?

Shigehiro Oishi et Ed Diener

Volume 38, numéro 1, 2017

LE BONHEUR 3.0
HAPPINESS 3.0

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1040078ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1040078ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Revue québécoise de psychologie

ISSN

2560-6530 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Oishi, S. & Diener, E. (2017). LE BONHEUR, BUT DES POLITIQUES PUBLIQUES?. *Revue québécoise de psychologie*, *38*(1), 237–256. https://doi.org/10.7202/1040078ar

Résumé de l'article

Cet article présente une synthèse des recherches sur le bonheur relativement aux politiques publiques et démontre que le bonheur autorapporté peut être utilisé pour évaluer ces politiques. Le bien-être déclaré traduit plutôt bien les conditions sociales et économiques objectives et permet de quantifier la souffrance des gens. Des résultats démontrent que certaines politiques sociales (des prestations d'assurance-chômage généreuses, l'égalité des revenus ou l'imposition fiscale progressive du revenu, par exemple) sont associées positivement au bien-être autorapporté, tandis que d'autres (comme un pourcentage élevé du PIB en dépenses gouvernementales) ne le sont pas. De la même manière que l'évaluation régulière des activités économiques jauge l'efficacité de certaines politiques et du bien-être économique des individus, l'évaluation périodique du bien-être autorapporté des citoyens permet de jauger l'efficacité de politiques spécifiques ainsi que le bien-être psychologique des individus et de la société en général.

Tous droits réservés © Revue québécoise de psychologie, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE BONHEUR, BUT DES POLITIQUES?[1]

CAN AND SHOULD HAPPINESS BE A POLICY GOAL?

Shigehiro Oishi[2], [3]
Université de Virginie
Charlotteville (États-Unis)

Ed Diener[4]
Université de Virginie
Charlotteville (États-Unis)

Traduit et adapté de l'anglais par Léandre Bouffard[5]

PRÉLIMINAIRE[6]

Le monde que je souhaite pour mon petit-fils : le rêve d'Antony Biglan (2015, p. 211-212)

Nous sommes en 2042, mon petit-fils a 31 ans. Pendant que leur bébé dort, il écoute avec son épouse le message de la Présidente des États-Unis sur « l'État de l'Union ». La Présidente se dit heureuse de constater que l'état de l'union est fort. L'indice de bien-être, bon indicateur de la santé psychologique, sociale et physique, s'est amélioré constamment depuis l'an 2020. Le taux de chômage et le pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté sont à leurs niveaux les plus bas. La présidente attribue ces résultats à une combinaison de facteurs : augmentation du salaire minimum, meilleur usage du crédit d'impôt, programmes orientés vers la scolarité et l'emploi des mères « à risques » ainsi qu'une économie généralement robuste. Le taux de criminalité, d'échecs académiques et l'abus de drogues sont en continuel déclin. Par contre, l'obésité demeure un problème préoccupant même si la publicité pour des produits nuisibles à la santé est interdite.

La Présidente apprécie grandement l'appui des deux partis face aux politiques favorables à la famille et à l'éducation, la participation des citoyens aux affaires publiques et la civilité des discussions politiques. Elle reconnaît que ces améliorations ne se seraient jamais produites sans la générosité de nombreux citoyens : un grand-père qui construit une structure de jeux pour ses petits-enfants; un voisin qui aide une mère célibataire à se trouver un emploi; une star du football de l'école qui se

---

1. Article publié dans *Policy Insights from the Behavioral and Brain Sciences*, 2014, vol. 1, n° 1, p. 195-203. Titre original : *Can and should happiness be a policy goal?* Permission obtenue de l'éditeur Sage Publication pour la traduction du présent article.
2. Les auteurs remercient Nikki Yung pour ses commentaires constructifs.
3. Adresse de correspondance : Department of Psychology, University of Virginia, PO. Box 400400 Charlottesville, VA 22904-4400, États-Unis. Téléphone : 434-243-8989. Courriel : Soishi@virginia.edu
4. Membre de l'Organisation Gallup.
5. Leandrebouffard1939@yahoo.ca. Le traducteur remercie Sylvie Lapierre et Hélène Bourassa pour leurs commentaires constructifs.
6. Cette section préliminaire est ajoutée par le traducteur.

rapproche d'écoliers rejetés; un millionnaire qui appuie l'augmentation du nombre d'enseignants (même si cela nécessite une augmentation des impôts sur le revenu).

Anthony Biglan est convaincu que ce scénario est non seulement possible, mais inévitable! On ne peut penser aux progrès réalisés en santé publique depuis 500 ans et en science comportementale depuis 50 ans sans prévoir une amélioration du bien-être des citoyens. Cette amélioration ne proviendra pas automatiquement de la richesse, mais de programmes et de politiques spécifiquement orientés vers le bonheur du plus grand nombre. C'est ce rêve inspirant que pourront réaliser des politiques orientées vers le bonheur, comme celles présentées dans le présent article d'Oishi et Diener.

INTRODUCTION[7]

Le bien public est un principe qui guide les actions gouvernementales afin de servir les intérêts de tous (Woll, 1974). Selon Bentham (1789/2008), l'utilitarisme est « ce principe qui approuve ou désapprouve chaque action quelle qu'elle soit, selon qu'elle augmente ou diminue le bonheur de la partie impliquée » (p. 1). Il propose l'idée que « la tâche du gouvernement est de promouvoir le bonheur de la société[8], par la récompense et la punition » (p. 46). Au 18e siècle, Bentham considérait que les politiques publiques devaient être guidées par leurs effets sur le bonheur des citoyens. Cependant, on peut affirmer que les politiques publiques de plusieurs pays n'ont pas toujours servi l'intérêt public et le bonheur de l'ensemble de la population; elles ont souvent été orientées vers les intérêts économiques et politiques de certains groupes (Woll, 1974). Dans le présent article, nous retournons aux idées fondamentales de Bentham. Notre position stipule que : a) tout comme un indice économique général, comme le PIB, permet de jauger la santé économique d'un pays, le bonheur autorapporté peut et doit être utilisé pour évaluer la santé psychologique des citoyens; b) tout comme des indices sociaux spécifiques tels que le taux de chômage, le taux de criminalité et le prix médian d'une habitation sont utilisés pour évaluer l'efficacité de certaines politiques, le bonheur autorapporté peut être utilisé pour évaluer l'effet de *certaines* politiques.

7. Parmi les nombreuses études effectuées ces dernières années sur le thème du bonheur comme fondement des politiques publiques, voici quelques références qui s'ajoutent à celles des auteurs du présent texte : Apergis et Georgellis (2015); Debnath et Shankar (2014); Easterlin et Switek (2014); Frey et Stutzer (2012); Mulgan (2013); Radcliff (2013); Smith (2015). NDT
8. C'est le principe du plus grand bonheur pour le plus grand nombre. NDT

L'INDICE DE REVENU NATIONAL ET SES INCONVÉNIENTS

Adam Smith (1776/2003) a fait la fameuse proposition que la richesse d'un pays était mesurée par « le produit de l'ensemble du travail de la société » et « la quantité de capital » (p. 45). Il considérait que la mesure du revenu national devait refléter le progrès de la société de même que les effets de la guerre, de la violence, des désastres, etc. Cette idée de l'évaluation du revenu national devint réalité lorsque Kuznets, Epstein et Jenks (1941) ont défini le revenu national comme « la valeur nette de tous les biens économiques produits par un pays » (p. 3), ce qui est devenu le produit national brut (PNB) et le produit intérieur brut (PIB)[9], les deux mesures économiques globales les plus fréquemment utilisées. La plupart des pays en développement ont comme but ultime de leur politique l'augmentation du PNB et du PIB. Cependant, des hommes politiques et des scientifiques en sciences sociales ont exprimé leur insatisfaction à l'endroit de ces deux indices de bien-être économique (Diener et Seligman, 2004; Frey et Stutzer, 2002; Graham, 2005; Sen, 1999). Dans le même sens, l'économiste conservateur Greg Mankiw (2014) cite le fameux discours de Robert Kennedy, en 1968, comme exemple :

> [Le PIB] ne nous informe pas sur la santé de nos enfants, la qualité de leur éducation ou la joie de leur jeu. Il n'inclut pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages, l'intelligence de notre débat public ou l'intégrité des employés de l'État. Il ne mesure pas notre courage, notre sagesse, ni l'attachement à notre pays. Il mesure toutes sortes de choses, excepté ce qui fait que notre vie vaut d'être vécue (p. 208).

En effet, les indices économiques purs n'incluent pas plusieurs aspects importants de la vie quotidienne des gens. Par exemple, les indices tels que le PNB et le PIB ne tiennent pas compte des dommages économiques et des effets collatéraux d'activités économiques, comme la pollution de l'environnement et les risques et les dangers associés au travail.

L'insatisfaction relative aux indices purement économiques du bien-être sociétal a suscité, vers la fin des années 1960, une deuxième approche centrée sur la *qualité de vie* (voir Sirgy, Michalos, Ferriss, Easterlin, Patrick et Pavot, 2006 pour une vue d'ensemble). Voici deux exemples : le gouvernement des États-Unis a créé, en 1966, un groupe de travail sur les « indices sociaux » avec Daniel Bell et Alice Revlin comme coprésidents; les agences fédérales américaines ont commencé à publier régulièrement plusieurs indices sociaux, comme la mortalité infantile, le

9. PIB = richesse créée pendant une année par les agents économiques qui résident à l'intérieur du pays;
PNB = richesse produite pendant une année par des agents résidant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays (par exemple, une entreprise canadienne qui produit de la richesse sur le territoire canadien ou qui a des contrats à l'extérieur du pays).

taux de criminalité et la longévité. En 1990, l'ONU a publié un *Indice de développement humain* (IDH) pour corriger les lacunes associées à l'usage exclusif d'indices purement économiques. Cette organisation a statué que « ce sont les gens qui constituent la véritable richesse d'une nation » (http://hdr.undp.org/en/humandev). L'IDH comprend trois indices spécifiques : le PNB par personne, l'espérance de vie à la naissance et le niveau de scolarité. Cet IDH inclut au moins les deux premiers points présentés par Robert Kennedy : la santé et l'éducation. Restent encore l'intégrité des employés de l'État, la qualité de l'air et le reste. Pour mettre au point un bon indice de bien-être sociétal, que faudrait-il inclure? On pourrait penser à la qualité de l'air, aux transports publics, aux soins de santé et à l'éducation. On pourrait penser également aux aspects culturels (musées, concerts), aux possibilités de loisirs (marche, cyclisme) ainsi qu'à la beauté de la nature. Il n'est pas facile de décider quels indices sociaux il faudrait inclure (Diener et Suh, 1997; Easterlin, 2000, pour une approche critique). Un important comité de l'ONU, dirigé par Mahbub ul Haq, a proposé, parmi un grand nombre d'indices sociaux, que l'IDH devrait retenir ceci : « un environnement qui permet aux gens de vivre longtemps, en santé et de mener une vie créative » (http://hdr.undp.org/en/humandev). En somme, il est difficile de faire consensus à propos des indices qui traduiraient adéquatement le bien-être sociétal.

Considérons maintenant une troisième approche, celle du *bien-être subjectif* (Diener, 2000; Diener, Lucas Schimmack et Helliwell, 2009; Dolan et White, 2007; Easterlin, 2000; Inglehart, Foa, Peterson et Welzel, 2008). Au lieu d'utiliser des indices purement économiques ou une combinaison d'indicateurs sociaux, l'approche subjective se base sur la perception de la qualité de vie et du bonheur des citoyens. Alors que l'approche des indices sociaux est dite du haut-vers-le-bas (des intellectuels décidant du choix des indices spécifiques), l'approche subjective est dite du bas-vers-le-haut; elle est démocratique en ce qu'elle reflète plus directement les expériences et les évaluations quotidiennes des citoyens que les indices économiques ou sociaux.

LES CONDITIONS SOCIÉTALES ET LE BIEN-ÊTRE AUTORAPPORTÉ

Première question : Est-ce que le bien-être autorapporté est fiable et valide? Les psychologues ont examiné cette question pendant des décennies et ont démontré que les échelles de bien-être autorapporté, même s'il s'agit d'une mesure à un seul item, ont un niveau acceptable de fiabilité (Lucas et Donnellan, 2007); elles tendent à converger avec les rapports des pairs (amis, membres de la famille ou camarades de travail; Schneider et Schimmack, 2009), avec d'autres types de mesure, comme l'électroencéphalogramme (Urry *et al.*, 2004), avec des biomarqueurs,

comme le niveau de stress ou la fonction immunitaire (Ryff *et al.*, 2006) et avec le sourire (Seder et Oishi, 2012). De plus, on a démontré un niveau suffisant de fiabilité et de validité du bien-être autorapporté (ici, la satisfaction de vivre et le bonheur) au niveau national (Diener, Diener et Diener, 1995). On a trouvé, par exemple, une corrélation élevée entre les rangs de 55 pays sur deux années. On a trouvé également que le bien-être autorapporté fait preuve de validité, puisqu'il est associé à des conditions sociétales favorables, comme un PIB par personne élevé et le respect des droits de la personne. Même si le bien-être autorapporté est quelque peu affecté par certains facteurs externes, comme le jour de la semaine, la température et l'ordre des questions (Deaton, 2011; Schwarz et Strack, 1999), il conserve suffisamment de fiabilité et de validité pour servir de base à des politiques publiques (Diener, 2000; Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009). Certains chercheurs ont mis au point des techniques qui surmontent les principales limites des mesures globales de bien-être autorapporté : la méthode de l'échantillonnage de l'expérience (Csikszentmihalyi, Larson et Prescott, 1997; Diener et Larsen, 1984), la méthode de reconstruction des épisodes d'une journée (Kahneman, Krueger, Schkade, Schwarz et Stone, 2004), la méthode de l'échantillonnage des événements (Wheeler et Nezlek, 1977).

Deuxième question : Jusqu'à quel point le bien-être autorapporté traduit-il les conditions sociétales objectives? Par exemple, en utilisant l'échelle de Cantril (1965) avec la consigne suivante : « Le degré supérieur représente la meilleure vie possible pour vous, celui du bas représente la pire vie possible pour vous. Quel degré de cette échelle correspond selon vous à la façon dont vous vous sentez personnellement? (0 = la pire vie possible; 10 = la meilleure vie possible) », il apparaît que le bien-être subjectif est en corrélation élevée avec de bonnes conditions économiques (Oishi et Schimmack, 2010), avec un niveau de scolarité élevé (selon l'IDH de l'ONU) et avec la longévité (Oishi, 2012; voir Diener et Chan, 2011, pour une recension des écrits). Ainsi, le bien-être autorapporté (mesuré par l'échelle de Cantril) semble bien refléter la qualité de l'éducation et la santé des citoyens.

Il est certain que les données comparatives entre les nations sont vulnérables aux explications alternatives, étant donnée l'intervention possible d'un troisième facteur. Aussi, est-il important de vérifier si le bien-être autorapporté reflète les changements sociaux à l'intérieur d'un pays. Ainsi, les *Gallup Healthways Wellbeing Index Surveys* ont évalué 1000 Américains chaque jour, de janvier 2008 à décembre 2010. Au cours de cette période, la crise financière de 2008 a affecté profondément les conditions économiques aux États-Unis; le bien-être subjectif (échelle de Cantril) a subi une baisse considérable, l'affect positif a diminué et les préoccupations ainsi que le stress ont augmenté (Deaton, 2011); tandis

que l'évaluation de la vie était corrélée avec le prix des actions en bourse (indice S et P 500). De plus, les données du *Gallup World Poll* de 2005 à 2011 font voir que les changements de revenu du ménage et le PIB par personne prédisent tous les deux l'évaluation de la vie au cours de cette période (Diener, Tay et Oishi, 2013; Stevenson et Wolfers, 2008). En somme, même si le bien-être autorapporté est affecté par l'ordre des questions (Deaton, 2011) et par d'autres facteurs de hasard (Schwarz et Strack, 1999), il semble bien traduire les hauts et les bas des conditions de vie objectives aux États-Unis et ailleurs.

Puisque le bien-être autorapporté reflète assez bien les conditions économiques objectives, certains économistes considèrent qu'il serait suffisant de mesurer seulement le PIB par personne ainsi que d'autres conditions économiques (Mankiw, 2014). Cependant, cette association entre les conditions économiques et le bien-être autorapporté varie largement selon les mesures spécifiques du bien-être. Par exemple, le PIB par personne est associé positivement à la fréquence des émotions positives des citoyens (amour, joie), mais la corrélation est substantiellement moins élevée que celle obtenue avec l'échelle de Cantril (Oishi et Schimmack, 2010; voir Kahneman et Deaton, 2010 pour des résultats semblables au niveau individuel). En effet, le bien-être émotionnel est plus fortement associé au temps libre qu'aux conditions économiques comme telles (Diener, Kahneman, Tov et Arora, 2010). Si nous considérons le sens de la vie comme indice de bien-être subjectif, il apparaît que le PIB par personne y est associé négativement (Oishi et Diener, 2014). C'est dire que les résidents des pays riches rapportent un niveau moins élevé pour ce qui est du sens à la vie que ceux des pays moins riches. De plus, les pays développés ont un taux de suicide plus élevé que celui des pays qui le sont moins (Oishi et Diener, 2014). Même si nous sommes en accord avec Mankiw (2014) pour dire que l'évaluation des indices économiques reflète certains aspects importants de la qualité de la vie, ils ne traduisent pas nécessairement d'autres aspects importants de la vie des citoyens : l'expérience émotive, le sens accordé à la vie et le suicide. Si le but ultime d'une société est d'avoir des citoyens heureux, satisfaits de leur vie et vivant une vie signifiante, les indices économiques ne constituent pas des mesures adéquates du bien-être sociétal. Tout comme divers indices économiques mesurent différents aspects du bien-être économique, différents indices de bien-être mesurent des aspects différents du bien-être sociétal[10].

10. On trouvera des informations complémentaires intéressantes sur un certain nombre de mesures pertinentes dans Forgeard, Jayawickreme, Kern et Seligman (2011). NDT

DES RÉSULTATS PERTINENTS[11] POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Est-ce que le bien-être autorapporté peut servir à évaluer les politiques publiques? Une abondante littérature suggère de répondre « oui » à cette question.

Prestations sociales

Une des politiques gouvernementales fréquemment discutées est celle de l'aide sociale. Par exemple, il n'est pas surprenant de constater que les chômeurs sont substantiellement moins satisfaits de leur vie que les travailleurs (Clark et Oswald, 1994). Une étude longitudinale a fait voir qu'en Allemagne, même si les prestations d'assurance-chômage sont plus généreuses qu'aux États-Unis, les chômeurs éprouvent une baisse marquée de la satisfaction de vivre (Lucas, Clark, Georgellis et Diener, 2004), tandis qu'un handicap sévère produit un effet encore plus grand sur la satisfaction de vivre (Lucas, 2007). Ainsi, le bien-être autorapporté permet d'évaluer l'impact de certains événements sur ceux qui les subissent, un handicap sévère étant deux fois plus dommageable que le chômage en termes d'impact sur la satisfaction de vivre.

Néanmoins, il est encore plus pertinent pour les politiques sociales de savoir si une aide sociale généreuse atténue l'impact des situations difficiles sur le bien-être des personnes qui les vivent. On a examiné l'association entre le bonheur autorapporté et les prestations de chômage dans 12 pays européens et aux États-Unis, du milieu des années 1970 jusqu'au début des années 1990 (Di Tella, MacCulloch et Oswald, 2003). Cette étude a fait voir que les chômeurs sont substantiellement moins heureux que les travailleurs, mais les chômeurs des pays plus généreux en termes de prestations de chômage (comme la France) sont significativement plus heureux que ceux des pays moins généreux (comme l'Irlande) (Ouweneel, 2012, et Veenhoven, 2000, n'ont pas obtenu cette différence). D'ailleurs, les travailleurs sont plus heureux dans les pays plus généreux en termes d'assistance en période de chômage. Puisque la dépression et les autres problèmes de santé mentale représentent un coût énorme pour la société : temps perdu au travail et soins de santé (Fujiwara et Dolan, 2014; Layard, 2012), ces résultats ont

11. Devant les difficultés constantes qu'éprouvent les gens : le manque de motivation, la difficulté de traduire les intentions en action, le poids des mauvaises habitudes et la fragilité des nouveaux patrons de comportement, Rothman, Gollwitzer, Grant, Neal, Sheeran et Wood (2015) ont élaboré des politiques novatrices basées sur des données probantes pour rehausser l'habileté des gens à affronter lesdites difficultés et à maintenir la pratique de comportements porteurs de bonne santé. NDT

des implications importantes pour les indemnités de chômage et les politiques sociales[12] en général.

Les services destinés aux enfants

En plus du chômage et des handicaps, les services destinés aux enfants constituent un autre aspect important des politiques d'aide sociale, principalement parce que l'éducation des enfants exige beaucoup de temps et cause du stress à plusieurs parents. Par exemple, les parents ayant de jeunes enfants rapportent plus de préoccupations et un niveau moins élevé de satisfaction de vivre que ceux qui n'ont pas d'enfants (Campbell, Converse et Rodgers, 1976; Glenn et Weaver, 1979; voir McLanahan et Adams, 1989, pour une recension des écrits sur ce point). L'analyse des données des enquêtes faites en Europe et aux États-Unis, de 1975 à 1992 (Di Tella *et al.*, 2003), fait voir que les parents ayant un enfant sont moins satisfaits de leur vie que ceux sans enfant; ceux qui ont trois enfants ou plus sont moins satisfaits de leur vie que ceux qui n'ont pas d'enfants ou qui en ont un ou deux (après contrôle de plusieurs variables comme l'âge, le genre, le revenu, la scolarité et le statut marital). D'autres études transversales ont donné des résultats semblables : le fait d'avoir des enfants est associé avec un niveau plus bas de satisfaction de vivre et d'affect positif (Glenn et Weaver, 1979; Ono et Lee, 2013).

De nombreux écrits scientifiques ont démontré que le fait d'avoir des enfants est associé à une satisfaction maritale moindre (Twenge, Campbell et Foster, 2003). Puisque la satisfaction maritale prédit la satisfaction de vivre globale, les personnes qui ont des enfants peuvent fort bien éprouver un bien-être moins élevé. Par exemple, dans une étude norvégienne, on a suivi des femmes enceintes et trouvé que ces mères étaient plus satisfaites de leur vie pendant la grossesse et au cours des six premiers mois suivants la naissance que lors d'une relance trois ans plus tard. Puisque les mères norvégiennes sont soutenues par une aide généreuse de l'État, ces résultats font comprendre les difficultés de la maternité (Aasheim, Waedenström, Rasmussen, Espehaug et Schytt, 2014). De fait, un nombre non négligeable de mères éprouvent une dépression *postpartum* (Miller, 2002). Pourtant, d'autres études longitudinales ont trouvé que la naissance d'un enfant *augmente* la satisfaction de vivre du père et de la mère au cours de la première année de vie de l'enfant (Dyrdal et Lucas, 2013). En somme, le fait d'avoir des enfants a un effet moindre sur le bien-être subjectif comparativement au

12. Parmi les politiques efficaces pour améliorer le bien-être des gens et diminuer les effets nocifs de la pauvreté, Smith (2015) plaide, en se basant sur de nombreuses données probantes, en faveur de l'augmentation du salaire minimum (surtout aux États-Unis où il se situe à 7,15/h). Cette chercheure invite instamment les psychologues à participer à l'élaboration des politiques en ce domaine, étant données les répercussions psychologiques provoquées par des revenus insuffisants. NDT

chômage ou à un handicap (Glenn et Weaver, 1979) et cet effet dépend du type de bien-être mesuré (sens à la vie ou bonheur) et du type d'individus (voir Nelson, Kushlev et Lyubomirsky, 2014, pour une recension approfondie).

Les familles avec de jeunes enfants sont plus exposées à divers « risques » que les personnes seules, les premières étant soucieuses de la santé de leur progéniture (Esping-Andersen, 1990). Donc, même si le bonheur autorapporté est assez similaire entre les familles avec enfants et les personnes seules, on pourrait penser que l'effet des bénéfices sociaux serait plus fort auprès des familles avec enfants. Une étude internationale, effectuée en 2002, a fait voir que le pourcentage du PIB accordé en aide sociale n'était pas associé à la satisfaction de vivre des familles avec enfants quand ces dernières n'étaient pas séparées des autres familles lors de l'analyse statistique (Ono et Lee, 2013, résultats semblables à ceux de Veenhoven, 2000). Cependant, le pourcentage du PIB accordé en aide sociale est associé à un niveau plus élevé de satisfaction de vivre chez les couples, particulièrement ceux qui ont des enfants en bas de 18 ans (Ono et Lee, 2013).

Entre 1984 et 1996, les États-Unis ont effectué d'importants changements à leurs politiques sociales à l'endroit des mères célibataires (*The 1996 Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act*). On a offert une assistance temporaire aux familles dans le besoin, un soutien à l'emploi, des subsides pour le soin et la garde des enfants et une augmentation des crédits d'impôt sur le revenu. Ainsi, le crédit maximal pour une mère seule avec deux enfants est passé de 700 $ en 1984 à 3,500 $ en 1996 (Meyer et Rosenbaum, 2000). Les données des enquêtes américaines et internationales ont révélé que si les mères célibataires sont moins heureuses que les femmes seules sans enfant, la différence a diminué à partir de 1997 (Ifcher, 2011). De plus, les mères célibataires sont moins heureuses que les hommes seuls sans enfant, mais l'écart a également diminué après 1997. En somme, cette politique fut un succès en ce qui a trait au bonheur autorapporté des mères célibataires.

L'impôt sur le revenu

La politique relative aux impôts sur le revenu est un autre aspect important. L'impôt progressif (plus d'impôts pour les revenus élevés) est associé au bien-être subjectif moyen des citoyens dans 57 pays étudiés (Oishi, Schimmack et Diener, 2012). En 2007, il y avait des différences importantes du degré d'imposition selon les pays : d'une contribution égale pour tous (Estonie, Arabie Saoudite) jusqu'à un impôt fortement progressif (55 % pour les revenus supérieurs en Suède). Il apparaît que les citoyens des pays ayant un impôt progressif rapportent une satisfaction de vivre plus élevée et éprouvent plus d'émotions positives dans leur vie

quotidienne que ceux qui vivent dans les pays où l'impôt progressif est moindre. Cette association se maintient même en contrôlant l'effet du PIB par personne et l'inégalité des revenus ainsi que des caractéristiques individuelles comme l'âge, le genre, le revenu et le statut marital.

Cette même association entre impôt progressif et bien-être subjectif (mesuré par la satisfaction de vivre, les émotions positives et les émotions négatives quotidiennes) est « influencée/tempérée » par la satisfaction à l'endroit des biens communs, comme la qualité des soins de santé, l'éducation, l'habitation, les transports en commun ainsi que la qualité de l'air et de l'eau. Cela signifie que les citoyens d'un pays se caractérisant par un impôt progressif sur le revenu sont plus satisfaits des différents éléments du bien commun qui, à leur tour, expliquent pourquoi ils sont plus satisfaits de leur vie en général et connaissent plus d'émotions positives quotidiennes que ceux qui vivent dans des pays ayant une imposition progressive moindre. Cependant, de lourds impôts sur le revenu de la classe moyenne ne sont pas associés au bonheur moyen de ces citoyens. De plus, le pourcentage du PIB consacré aux dépenses gouvernementales n'est pas associé à la moyenne nationale de bien-être autorapporté (Bjornskov, 2014; Bjornskow, Dreher et Fisher, 2007; Veenhoven, 2000). Cela signifie que les citoyens vivant dans un pays où le gouvernement intervient beaucoup (*big government*) ne sont pas plus satisfaits de leur vie et n'éprouvent pas plus d'émotions positives que ceux qui vivent dans un pays où le gouvernement intervient peu[13].

Même en contrôlant les variables potentiellement confondantes (Oishi *et al.*, 2012), l'analyse comparative des nations est vulnérable aux variables qui n'ont pas été mesurées. Aussi convient-il de recourir aux analyses longitudinales, beaucoup plus puissantes. Les enquêtes américaines effectuées entre 1972 et 2008 ont permis de savoir si le niveau d'imposition progressive était vraiment associé au bonheur rapporté par les Américains (Oishi, 2014). Au cours de la période indiquée, le degré maximal d'imposition a fluctué considérablement aux États-Unis : de 70 % à la fin des années 1970 à 13 % à la fin des années 1980. Il est apparu que :

- Les citoyens dont le revenu se situait dans le 20 % inférieur ont été plus heureux au cours des années de forte imposition progressive.
- Les citoyens dont le revenu se situait dans la tranche des 20 % à 40 % rapportent également un niveau de bonheur plus élevé durant les années de forte imposition progressive.

13. Flavin, Pacek et Radcliff (2011) n'ont pas trouvé d'association positive entre l'intervention gouvernementale et la satisfaction de vivre à partir des données du World Value Survey 2005-2008, mais ces chercheurs disposaient des données de 15 pays seulement (voir aussi Pacek et Radcliff, 2008 a, b).

- Il n'y avait pas de corrélation entre le bonheur autorapporté et l'imposition progressive pour ceux qui se situent à un niveau de revenu moyen.
- Les personnes dont le revenu se situait au niveau du 20 % supérieur tendaient à être moins heureuses lorsque l'impôt progressif était important, mais cette corrélation est non significative.

En somme, l'effet positif de l'imposition progressive sur le revenu chez les citoyens dont la rémunération est faible est plus important que l'effet négatif pour ceux qui sont riches. Étant donné que le débat autour de l'impôt progressif a presque exclusivement porté sur ses conséquences économiques (par exemple, Feldstein, 1995), il faut espérer que les conséquences psychologiques des réformes relatives à l'impôt seront également prises en compte.

L'inégalité des revenus

La justice de redistribution, thème relié à l'impôt, est un autre domaine où les débats sont vifs. En effet, l'inégalité des revenus (traduite par le coefficient Gini[14]) augmente dans plusieurs pays. Les gens qui vivent dans des pays plus égalitaires sont-ils plus satisfaits de leur vie que ceux qui vivent dans des pays qui le sont moins? Plusieurs études transnationales ont trouvé une corrélation négative entre le coefficient Gini et le niveau moyen de bien-être subjectif (par exemple, Diener *et al.*, 1995; Oishi, 2012). Cependant, les pays connaissant une inégalité des revenus marquée tendent à avoir un PIB par personne plus bas. Il est donc nécessaire de contrôler statistiquement l'effet potentiel de la richesse du pays. En effet, en contrôlant le PIB, la corrélation entre inégalité des revenus et le bien-être subjectif s'approche de zéro (Diener *et al.*, 1995; Oishi, 2012). Il résulte de ces analyses transnationales que l'inégalité des revenus n'est pas associée au niveau moyen de bien-être[15].

Toutefois, ces analyses sont sensibles aux effets d'une troisième variable. De plus, certaines nations sont plus tolérantes par rapport à l'inégalité que d'autres. Il convient donc de vérifier si les changements de l'inégalité des revenus sont associés à des changements du bonheur au cours du temps. Spécifiquement, les Américains sont-ils plus heureux lorsque l'inégalité est moindre que lorsqu'elle est plus prononcée? Oishi, Kesebir et Diener (2011) ont examiné les enquêtes effectuées entre 1972 et 2008 et ont trouvé, en effet, qu'ils étaient en moyenne plus heureux lorsque l'écart des revenus était moins marqué (au cours des

14. Le coefficient de Gini serait de zéro si la richesse était parfaitement répartie parmi tous les citoyens et de un si toute la richesse était détenue par une seule personne. NDT
15. Voir l'article de Bouffard et Dubé (ce numéro) qui porte sur ce thème et apporte quelques nuances. NDT

années 1970) que lorsque cet écart était prononcé (depuis les années 2000). En définitive, il s'avère que les citoyens américains étaient moins heureux ces dernières années, en partie parce que la confiance à l'endroit des autres avait diminué et que la perception d'injustice avait augmenté. De plus, l'association entre l'inégalité des revenus et le bonheur était différente selon le niveau de revenu des individus. Par exemple, pour les citoyens dont les revenus se situaient dans la tranche du 40 % inférieur, la relation entre l'inégalité des revenus et le bonheur était fortement négative, tandis qu'elle était nulle chez ceux qui se situaient dans le 20 % supérieur des revenus. Ces résultats pourraient s'expliquer simplement par le niveau de revenu des participants, les plus pauvres gagnant moins d'argent au cours des années dont l'inégalité est plus forte et davantage les années où l'inégalité est la moins grande. Toutefois, ce n'est pas le cas puisque nos analyses multiniveaux, qui contrôlaient l'influence des variables individuelles comme le revenu du foyer, ont encore montré un effet significatif de l'inégalité des revenus sur le bonheur autorapporté des Américains. Ainsi, le bonheur déclaré est sensible aux changements sociétaux qui se manifestent par une forte inégalité[16] des revenus (voir aussi Wilkinson et Pickett, 2006, pour les effets de l'inégalité des revenus sur la santé).

L'environnement

Les politiques relatives à l'environnement constitue un autre thème qui pourrait s'avérer pertinent pour le bien-être autorapporté (Welsch et Kühling, 2009). La principale critique à l'endroit de l'ensemble des indices économiques, comme le PIB, porte sur leur manque de considération des coûts des activités économiques. La pollution de l'air est l'une de ces conséquences. Récemment, des économistes ont examiné le coût psychologique de la pollution de l'air en utilisant la satisfaction de vivre déclarée. Par exemple, on a effectué une étude portant sur le dioxyde de soufre (un polluant néfaste qui affecte la santé) en mesurant sa concentration dans plus de 400 postes de surveillance en Allemagne. On a trouvé un niveau de satisfaction de vivre plus bas chez les résidents des régions où la pollution était élevée en comparaison de ceux vivant dans des régions moins polluées (Luechinger, 2009). Les résultats indiquent également que si la qualité de l'air s'améliore, le niveau de satisfaction augmente. Des résultats semblables ont été obtenus à Londres avec le dioxyde d'azote. MacKerron et Mourato (2009) ont trouvé un niveau de satisfaction de vivre moins élevé chez les Londoniens vivant dans des milieux plus pollués que chez ceux qui habitaient des quartiers moins affectés. Enfin, une enquête nationale effectuée aux États-Unis a démontré que le niveau de pollution local (mesuré en PM10 qui réfère à la

16. On consultera l'ouvrage marquant de Wilkinson et Pickett (2013) sur les relations de l'inégalité des revenus et de nombreuses variables psychosociales. NDT

concentration de fines particules - 10 microns - dans l'air), le jour où les participants remplissaient le questionnaire, était associé négativement au bonheur autorapporté (Levinson, 2012). Ce chercheur estime qu'une augmentation minime (un milligramme par millimètre cube) de PM10 affecte le bonheur autant qu'une baisse annuelle de revenu de 464 $. Cette étude est notable puisqu'elle ne porte pas sur des niveaux chroniques de la qualité de l'air, mais sur des déviations quotidiennes en relation avec le bonheur déclaré.

SOMMAIRE ET CONCLUSION

Le bien-être autorapporté a été fréquemment utilisé dans le contexte de l'économie publique et de la psychologie sociale au cours de la dernière décennie (Diener *et al.*, 1995; Diener *et al.*, 2009; Di Tella *et al.*, 2003; Oishi, 2012; Van Praag et Baarsma, 2005). L'évaluation cognitive de la vie (avec l'échelle de Cantril et le questionnaire de la satisfaction de vivre) reflète assez bien les conditions économiques (Kahneman et Deaton, 2010; Oishi et Schimmack, 2010). Par contre, les aspects affectifs du bien-être (les expériences émotionnelles) reflètent plutôt des conditions de vie associées au temps (au temps libre, par exemple, Diener *et al.*, 2010). Un handicap sévère réduit considérablement le bien-être de quelqu'un (Lucas, 2007). Le chômage réduit également le bien-être déclaré (Clark et Oswald, 1994). En somme, la recherche permet de quantifier le niveau de souffrance des gens dans diverses circonstances difficiles de la vie, ce qui aide à établir des priorités relatives aux programmes et à la législation dans le domaine du bien-être sociétal. Enfin, le bien-être autorapporté sert à évaluer l'efficacité des interventions publiques.

Des prestations généreuses en période de chômage semblent bien diminuer la souffrance psychologique due à cet état (Di Tella *et al.*, 2003). Un impôt progressif sur le revenu est également associé à des niveaux plus élevés de satisfaction de vivre et d'affects positifs (Oishi *et al.*, 2012). Par contre, il ne semble pas qu'un gouvernement interventionniste (*big government*) augmente le bonheur des citoyens. Ce résultat peut s'expliquer, au moins partiellement, par le fait que les dépenses publiques ne garantissent pas nécessairement de meilleurs services, étant données l'inefficacité et la corruption souvent observées dans l'appareil gouvernemental (Helliwell et Huang, 2008; Tay, Herian et Diener, 2014).

Les politiques publiques sont vraiment complexes et hétérogènes. Pour mieux en comprendre les applications, des théoriciens ont proposé des étapes : une étape préparatoire (*metapolicy*), une étape d'élaboration de la politique et une étape postérieure à l'application de la politique (Dror, 1989). En matière de recherche sur le bonheur, la dernière étape est la plus pertinente : est-ce que telle politique est efficace? Concrètement, les

chercheurs examinent les effets d'une politique au moyen d'une évaluation des résultats obtenus dans un domaine spécifique. Par exemple, dans le secteur de l'éducation, on évalue l'efficacité d'une politique en mesurant des variables pertinentes au domaine éducatif (comme le taux de réussite, le taux d'abandon, les notes obtenues). Pour les politiques environnementales, les critères appropriés sont, par exemple, la qualité de l'air et le taux d'émission de certaines substances. Dès lors, le bonheur des citoyens devient un critère additionnel pour évaluer des politiques particulières dans différents domaines. Bien plus, le bien-être déclaré ne sert pas seulement dans des domaines spécifiques, mais permet d'analyser l'effet d'une politique précise sur la population en général[17]. Par exemple, tel changement en éducation augmente-t-il ou diminue-t-il le stress des parents? L'évaluation du bien-être subjectif permet de répondre à pareille question.

Depuis longtemps, les pays en développement s'inspiraient des pays riches en ne se préoccupant, comme eux, que du PIB et du PNB, mais certains pays en développement, comme le Bhoutan[18], cherchent plutôt un modèle qui favorise le bien-être subjectif de leurs citoyens, le « Bonheur national brut » plutôt que le PNB. Pendant longtemps, l'augmentation du PIB constituait le principal objectif des pays développés, en partie parce qu'il était l'un des seuls indices disponibles pour décrire l'état d'une nation. Maintenant, les grandes enquêtes internationales incluent couramment des questions sur le bonheur et la satisfaction de vivre. De plus, alors qu'autrefois de nombreuses nations voulaient imiter les États-Unis et les autres puissances économiques, plusieurs s'intéressent dorénavant au Danemark et à d'autres sociétés heureuses.

Comme Bentham (1789/2008), nous croyons que la société idéale est celle où les citoyens sont heureux, satisfaits de leur vie et considèrent que leur vie a du sens. Le bien-être autorapporté permet d'évaluer l'efficacité de certaines politiques publiques et d'examiner la perception subjective des citoyens quant à leur propre état et celui de la société dans son ensemble. Ce bien-être des citoyens devrait être évalué régulièrement au moyen de mesures variées[19] : bonheur, satisfaction de vivre globale et associée à des domaines spécifiques, stress, douleur, etc. Cette évaluation périodique du bien-être subjectif des citoyens permet aux

17 Cette conclusion correspond tout à fait à celle de Layard et O'Donnell dans leur chapitre du *World Happiness Report* 2015. NDT

18 En avril 2012, se tenait au Bhoutan une réunion de haut niveau sur le bonheur et le bien-être. Le roi de ce petit pays réaffirmait son orientation vers le « bonheur national brut » (BNB) au lieu de se préoccuper uniquement du PNB. On trouvera le compte-rendu de cette importante rencontre dans *The report of the high-level meeting on well-being and happiness : Defining a new paradigm*, publié par le gouvernement du Bhoutan sous l'égide de l'ONU, en 2012. NDT

19 Voir Diener, Oishi et Lucas (2015). NDT

chercheurs et aux décideurs publics de vérifier empiriquement si certaines politiques atteignent leurs objectifs et si la société dans son ensemble progresse vers son idéal. [En terminant, le traducteur se permet d'ajouter, en Annexe, un plaidoyer d'O'Hara (2015) incitant les psychologues à travailler pour une transformation de la « psychosphère »].

Points importants du présent article :

- Dans une société idéale, les citoyens sont heureux, satisfaits de leur vie et trouvent qu'elle a du sens.
- Le but ultime des politiques publiques devrait consister à favoriser le bien-être subjectif des citoyens.
- Le bien-être autorapporté (le bonheur et la satisfaction de vivre) est suffisamment fiable et valide. Il traduit plutôt bien les conditions sociétales et économiques.
- Le bien-être autorapporté permet d'évaluer la souffrance des gens (par exemple, un handicap sévère est deux fois plus dommageable que le chômage).
- Le bien-être autorapporté permet d'évaluer l'efficacité de politiques publiques spécifiques (par exemple, l'augmentation du bonheur des mères célibataires à la suite de la législation de 1996 aux États-Unis [*Pesonal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act*]).
- Comme pour les indices économiques (par exemple, le PIB), le bien-être subjectif des citoyens devrait être évalué régulièrement pour orienter les politiques publiques.

RÉFÉRENCES

Aasheim, V., Waldenström, U., Rasmussen, S., Espehaug, B. et Schytt, E. (2014). Satisfaction with life during pregnancy and early motherhood in first-time mothers of advanced age : A population-based longitudinal study. *BMC Pregnancy et Childbirth*, *14*(86). doi : 10.1186/1471-2393-14-86

Apergis, N. et Georgellis, Y. (2015). Does happiness converge? *Journal of Happiness Studies*, *16*(1), 67-76

Bentham, J. (2008). *An introduction to the principles of morals and legislation*. New York, NY : Barnes et Nobel. (Original work published 1789).

Bhoutan (2012). *The report of the high-level meeting on wellbeing and happiness: Defining a new economic paradigm*. New York, NY : the permanent mission of the kingdom of Bhoutan to the United Nations. Thimphu, Buthan : Office of the Prime Minister.

Biglan, A. (2015). *The nurture effect: How the science of human behavior can improve our lives & our world*. Oakland, CA : Harbinger.

Bjørnskov, C. (2014). Do economic reforms alleviate subjective well-being losses of economic crises? *Journal of Happiness Studies, 15*(1)*,* 163-182.

Bjørnskov, C., Dreher, A. et Fischer, J. A. V. (2007). The bigger the better? Evidence of the effect of government size on life satisfaction around the world. *Public Choice*, *130*(3), 267-292.

Campbell, A., Converse, P. E. et Rodgers, W. L. (1976). *The quality of American life : Perceptions, evaluations, and satisfactions*. New York, NY : Russell Sage Foundation.

Cantril, H. (1965). *The patterns of human concerns*. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press.

Clark, A. E. et Oswald, A. J. (1994). Unhappiness and unemployment. *The Economic Journal*, *104*(424), 648-659.

Csikszentmihalyi, M., Larson, R. et Prescott, S. (1977). The ecology of adolescent activity and experiences. *Journal of Youth and Adolescence*, *6*(3), 281-294.

Deaton, A. (2011). The financial crisis and the well-being of Americans. *Oxford Economics Papers*, *64*(1), 1-26.

Debnath, R. M. et Shankar, R. (2014). Does good governance enhance happiness : A cross nationstudy. *Social Indicators Research*, *116*(1), 235-253.

Diener, E. (2000). Subjective well-being : The science of happiness and a proposal for a national index. *American Psychologist*, *55*(1), 34-43.

Diener, E. et Chan, M. Y. (2011). Happy people live longer : Subjective well-being contributes to health and longevity. *Applied Psychology : Health and Well-Being*, *3*(1), 1-43.

Diener, E., Diener, M. et Diener, C. (1995). Factors predicting the subjective well-being of nation. *Journal of Personality and Social Psychology*, *69*(5), 851-864.

Diener, E., Kahneman, D., Tov, W. et Arora, R. (2010). Income's association with judgments of life versus feelings. Dans E. Diener, J. F. Helliwell et D. Kahneman (dir.), *International differences in well-being* (p. 3-15). New York, NY : Oxford University Press.

Diener, E. et Larsen, R. J. (1984). Temporal stability and cross-situational consistency of affective, behavioral, and cognitive responses. *Journal of Personality and Social Psychology*, *47*(4), 871-883.

Diener, E., Lucas, R., Schimmack, U. et Helliwell, J. (2009). *Well-being for public policy*. New York, NY : Oxford University Press.

Diener, E., Oishi, S. et Lucas, R. E. (2015). National accounts of subjective well-being. *American Psychologist, 70*(3), 234-242.

Diener, E. et Seligman, M. E. P. (2004). Beyond money : Toward an economy of well-being. *Psychological Science in the Public Interest*, *5*(1), 1-31.

Diener, E. et Suh, E. (1997). Measuring quality of life : Economic, social, and subjective indicators. *Social Indicators Research*, *40*(1), 189-216.

Diener, E., Tay, L. et Oishi, S. (2013). Rising income and subjective well-being of nations. *Journal of Personality and Social Psychology*, *104*(2), 267-276.

Di Tella, R., MacCulloch, R. J. et Oswald, A. J. (2003). The macroeconomics of happiness. *Review of Economics and Statistics*, *85*(4), 809-827.

Dolan, P. et White, M. P. (2007). How can measures of subjective well-being be used to inform public policy? *Perspectives on Psychological Science*, *2*(1), 71-85.

Dror, Y. (1989). *Public policymaking reexamined* (2e dir.). New Brunswick, NJ : Transaction Publishers.

Dyrdal, G. M. et Lucas, R. E. (2013). Reaction and adaptation to the birth of a child : A couple-level analysis. *Developmental Psychology*, *49*(4), 749-761.

Easterlin, R. A. (2000). The globalization of human development. *ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, *570*(1), 32-48.

Easterlin, R. A. et Switek, M. (2014). Set point theory and public policy. Dans K. M. Sheldon et R. E. Lucas (dir.), *Stability of happiness : Theories and evidence on wether happiness can change* (p. 201-218). Amsterdam, NE : Elsevier.

Esping-Andersen, G. (1990). *The three worlds of welfare capitalism*. Cambridge, Angleterre : Polity Press.

Feldstein, M. (1995). The effect of marginal tax rates on taxable income : A panel study of the 1986 Tax Reform Act. *Journal of Political Economy*, *103*(3), 551-572.

Flavin, P., Pacek, A. C. et Radcliff, B. (2011). State intervention and subjective well-being in advanced industrial democracies. *Politics & Policy*, *39*(2), 251-269

Forgeard, M. J. C., Jayawicikreme, E., Kern, M. L. et Seligman, M. E. P. (2011). Doing the right : measuring wellbeing for public policy. *International Journal of Wellbeing*, *1*(1), 79-106.

Frey, B. S. et Stutzer, A. (2002). What can economists learn from happiness research? *Journal of Economic Literature*, *40*(2), 401-435.

Frey, B. S. et Stutzer, A. (2012). The use of happiness research for public policy. *Social Choice and Welfare, 38*(4)*,* 659-674.

Fujiwara, D. et Dolan, P. (2014). *Valuing mental health : How a subjective wellbeing approach can show just how much it matters*. Londres, Angleterre : UK Council for Psychotherapy.

Glenn, N. D. et Weaver, C. N. (1979). A note on family situation and global happiness. *Social Forces*, *57*(3), 960-967.

Graham, C. (2005). The economics of happiness : Insights on globalization from a novel approach. *World Economics*, *6*(3), 41-55.

Helliwell, J. F. et Huang, H. (2008). How's your government? International evidence linking good government and well-being. *British Journal of Political Science*, *38*(4), 595-619.

Ifcher, J. (2011). The happiness of single mothers after welfare reform. *The B. E. Journal of Economic Analysis & Policy*, *11*(1), 1-29.

Inglehart, R., Foa, R., Peterson, C. et Welzel, C. (2008). Development, freedom, and rising happiness : A global perspective (1981-2007). *Perspectives on Psychological Science*, *3*(4), 264-285.

Kahneman, D. et Deaton, A. (2010). High income improves evaluation of life but not emotional well-being. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, *107*(38), 16489-16493.

Kahneman, D., Krueger, A. B., Schkade, D. A., Schwarz, N. et Stone, A. A. (2004). A survey method for characterizing daily life experience : The day reconstruction method. *Science*, *306*(5702), 1776-1780.

Kuznets, S., Epstein, L. et Jenks, E. (1941). *National income and its composition, 1919-1938* (vol. 1). New York, NY : National Bureau of Economic Research.

Layard, R. (2012, Mars). *Mental health : The new frontier for the welfare state*. CEP 21st Birthday Lecture Series. Repéré à http://eprints.lse.ac.uk/47418/

Layard, R. et O'Donnell, G. (2015). How to make policy when happiness is the goal. Dans J. F. Halliwell, R. Layard et J. Sachs (dir.), *World happiness report* (p. 76-87). New York, NY : Sustanable Development Solutions Networks, (sous l'égide de l'ONU).

Levinson, A. (2012). Valuing public goods using happiness data : The case of air quality. *Journal of Public Economics*, *96*(9-10), 869-880.

Lucas, R. E. (2007). Adaptation and the set-point model of subjective well-being : Does happiness change after major life events? *Current Directions in Psychological Science*, *16*(2), 75-79.

Lucas, R. E., Clark, A. E., Georgellis, Y. et Diener, E. (2004). Unemployment alters the set point for life satisfaction. *Psychological Science*, *15*(1), 8-13.

Lucas, R. E. et Donnellan, M. B. (2007). How stable is happiness? Using the STARTS model to estimate the stability of life satisfaction. *Journal of Research in Personality*, *41*(5), 1091-1098.

Luechinger, S. (2009). Valuing air quality using the life satisfaction approach. *The Economic Journal*, *119*(536), 482-515.

MacKerron, G. et Mourato, S. (2009). Life satisfaction and air quality in London. *Ecological Economics*, *68*(5), 1441-1453.

Mankiw, N. G. (2014). *Principles of macroeconomics*. Stamford, CT : Cengage Learning.

McLanahan, S. et Adams, J. (1989). Parenthood and psychological well-being. *Annual Review of Sociology*, *13*, 237-257.

Meyer, B. D. et Rosenbaum, D. T. (2000, January). Making single mothers work : Recent tax and welfare policy and its effects (NBER Working Paper 7491). Cambridge, MA : The National Bureau of Economic Research. Repéré à http://www.nber.org/papers/w7491

Miller, L. J. (2002). Postpartum depression. *JAMA, 287*(6), 762-765.

Mulgan, G. (2013). Well-being and public policy. Dans S. A. David, I. Boniwell et A. Conley Ayers (dir.), *The Oxford handbook of happiness* (p. 517-532). New York, NY : Oxford University Press.

Nelson, S. K., Kushlev, K. et Lyubomirsky, S. (2014). The pains and pleasures of parenting : When, why, and how is parenthood associated with more or less well-being? *Psychological Bulletin, 140*(3)*,* 846-895.

O'Hara, M. (2015). Humanistic psychology's transformative role in a threatened world. Dans K. Schneider, J. Fraser Pierson et J. Bugental (dir.), *The handbook of humanistic psychology* (p. 569-584). Los Angeles, CA : Sage.

Oishi, S. (2012). *The psychological wealth of nations : Do happy people make a happy society?* Malden, MA : Wiley-Blackwell.

Oishi, S. (2014). Progressive taxation and the subjective well-being of Americans. Manuscrit en préparation, University of Virginia, Charlottesville, VA.

Oishi, S. et Diener, E. (2014). Residents of poor nations have a greater sense of meaning in life than residents of wealthy nations. *Psychological Science, 25*(2), 422-430.

Oishi, S., Kesebir, S. et Diener, E. (2011). Income inequality and happiness. *Psychological Science, 22*(9), 1095-1100.

Oishi, S. et Schimmack, U. (2010). Culture and well-being : A new inquiry into the psychological wealth of nations. *Perspectives on Psychological Science, 5*(4), 463-471.

Oishi, S., Schimmack, U. et Diener, E. (2012). Progressive taxation and the subjective well-being of nations. *Psychological Science, 23*(1), 86-92.

Ono, H. et Lee, K. S. (2013). Welfare states and the redistribution of happiness. *Social Forces, 92*(2), 789-814.

Ouweneel, P. (2002). Social security and well-being of the unemployed in 42 countries. *Journal of Happiness Studies, 3*(2), 167-192.

Pacek, A. C. et Radcliff, B. (2008a). Assessing the welfare state : The politics of happiness. *Perspectives on Politics, 6*(2), 267-277.

Pacek, A. C. et Radcliff, B. (2008b). Welfare policy and subjective well-being across nations : An individual-level assessment. *Social Indicators Research, 89*(1), 179-191.

Radcliff, B. (2013). *The political economy of human happiness: How voter's choices determine the quality of life.* New York, NY : Cambridge University Press.

Rothman, A., Gollwitzer, P., Grant, A., Neal, D. T. Sheeran, R. et Wood, W. (2015). Hale and hearty policies: How psychological science can create and maintain healthy habits. *Perspectives on Psychological Science*, *10*(6), 701-705.

Ryff, C. D., Dienberg Love, G., Urry, H. L., Muller, D., Rosenkranz, M. A., Friedman, E. M., ... et Singer, B. (2006). Psychological well-being and ill-being : Do they have distinct or mirrored biological correlates? *Psychotherapy and Psychosomatics, 75*(2), 85-95.

Schneider, L. et Schimmack, U. (2009). Self-informant agreement in well-being ratings : A meta-analysis. *Social Indicators Research, 94*(3), 363-376.

Schwarz, N. et Strack, F. (1999). Reports of subjective well-being : Judgmental processes and their methodological implications. Dans D. Kahneman, E. Diener et N. Schwarz (Dir.), *Well-being : The foundations of hedonic psychology* (p. 61-84). New York, NY : Russell Sage Foundation.

Seder, J. P. et Oishi, S. (2012). Intensity of smiling in Facebook photos predicts future life satisfaction. *Social Psychological & Personality Science, 3*(4), 407-413.

Seligman, M. E. P. et Csikszentmihalyi, M. (2000). Positive psychology : An introduction. *American Psychologist*, *55*(1), 5-14.

Sen, A. (1999). *Development as freedom.* New York, NY : Alfred A. Knopf.

Sirgy, M. J., Michalos, A. C., Ferriss, A. L., Easterlin, R. A., Patrick, D. et Pavot, W. (2006). The Quality-of-Life (QOL) research movement : Past, present, and future. *Social Indicators Research, 76*(3), 343-466.

Smith, A. (2003). *The wealth of nations*. New York, NY : Bantam (Original work published 1776).

Smith, L. (2015). Reforming the minimum wage. Toward a psychological perspective. *American Psychologist*, *70*(6), 557-565.

Stevenson, B. et Wolfers, J. (2008). Economic growth and subjective well-being : Reassessing the Easterlin Paradox. *Brookings Papers on Economic Activity, 39*(1), 1-102.

Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J. (2009). Report of the commission on the measurement of economic performance and social progress. Repéré à http ://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/en/index.htm

Tay, L., Herian, M. N. et Diener, E. (2014). Detrimental effects of corruption and subjective well-being: Wether, how, and when. *Social Psychological et Personality Science, 5*(7), 751-759.

Twenge, J. M., Campbell, W. K. et Foster, C. A. (2003). Parenthood and marital satisfaction : A meta-analytic review. *Journal of Marriage and Family, 65*(3), 574-583.

Urry, H. L., Nitschke, J. B., Dolski, I., Jackson, D. C., Dalton, K. M., Mueller, C. J., … et Davidson, R. J. (2004). Making a life worth living : Neural correlates of well-being. *Psychological Science, 15*(6), 367-372.
Van Praag, B. M. S. et Baarsma, B. E. (2005). Using happiness surveys to value intangibles : The case of airport noise. *The Economic Journal, 115*(500), 224-246.
Veenhoven, R. (2000). Well-being in the welfare state : Level not higher, distribution not more equitable. *Journal of Comparative Policy Analysis, 2*(1), 91-125.
Welsch, H. et Kühling, J. (2009). Using happiness data for environmental evaluation : Issues and applications. *Journal of Economic Surveys, 23*(2), 385-406.
Wheeler, L. et Nezlek, J. (1977). Sex differences in social participation. *Journal of Personality and Social Psychology, 35*(10), 742-754.
Wilkinson, R. G. et Pickett, K. E. (2006). Income inequality and population health : A review and explanation of the evidence. *Social Science & Medicine, 62*(7), 1768-1784.
Wilkinson, R.G. et Pickett, K.E. (2013). *L'égalité, c'est mieux : Pourquoi les écarts de richesse ruinent nos sociétés*. Montréal, Canada : Écosociété.
Woll, P. (1974). *Public policy*. Cambridge, MA : Winthrop Publishers.

RÉSUMÉ

Cet article présente une synthèse des recherches sur le bonheur relativement aux politiques publiques et démontre que le bonheur autorapporté peut être utilisé pour évaluer ces politiques. Le bien-être déclaré traduit plutôt bien les conditions sociales et économiques objectives et permet de quantifier la souffrance des gens. Des résultats démontrent que certaines politiques sociales (des prestations d'assurance-chômage généreuses, l'égalité des revenus ou l'imposition fiscale progressive du revenu, par exemple) sont associées positivement au bien-être autorapporté, tandis que d'autres (comme un pourcentage élevé du PIB en dépenses gouvernementales) ne le sont pas. De la même manière que l'évaluation régulière des activités économiques jauge l'efficacité de certaines politiques et du bien-être économique des individus, l'évaluation périodique du bien-être autorapporté des citoyens permet de jauger l'efficacité de politiques spécifiques ainsi que le bien-être psychologique des individus et de la société en général.

MOTS CLÉS

Bonheur, bien-être, bien-être subjectif, politiques publiques, bien-être sociétal.

ABSTRACT

This article summarizes policy-relevant happiness research and demonstrates that self-reported happiness could be used to evaluate public policies. Self-reported well-being tracks objective societal and economic conditions fairly well and helps quantify people's suffering. Evidence also demonstrates that some liberal policies, such as generous unemployment benefits, progressive taxation, and income equality are positively associated with citizens' self-reported well-being, whereas others (e.g. larger government spending per Gross Domestic Product) are not. Just as the regular recording of economic activities helps gauge the effectiveness of specific policies and the general economic well-being of individuals and society at large, the regular recording of citizens' self-reporting well-being gauge the effectiveness of specific policies as well as the psychological well-being of individuals and society at large.

KEYWORDS

happiness, well-being, subjective well-being, policy goal, societal well-being.

ANNEXE[20]

Pour une transformation de la « psychosphère » (O'Hara, 2015)

Maureen O'Hara (2015) incite les psychologues à se préoccuper davantage des grands défis de l'heure : dislocation des familles et des communautés, maladies endémiques, violence, terrorisme, trafic des humains, surpopulation, pollution et changement climatique, inégalité des revenus. Cette prise de conscience devrait provoquer une réorientation de la psychologie semblable à celle que proposent les pionniers de la psychologie positive (Seligman et Csikszentmihalyi, 2000) : à la guérison des troubles, ajouter le soutien à la créativité, à l'actualisation, au bien-être subjectif et au bonheur de tous; opter pour des politiques et des interventions sociales « larges, inclusives et moins ethnocentristes » (p. 572).

Cette chercheuse humaniste ne propose rien de moins que de « modifier la psychosphère », c'est-à-dire l'ensemble des ingrédients de la vie consciente aux niveaux micro, méso et macro sociaux. À cette fin, O'Hara invite les psychologues à se centrer moins sur la psychothérapie, mais à adopter un agenda plus large : s'attaquer à la crise de la santé mentale, favoriser les capacités, la résilience de l'ensemble de la population. Maslow n'a-t-il pas lancé : « L'humanité est notre cliente »!

Pour concrétiser le travail sur la psychosphère, cette chercheuse et praticienne d'expérience invite instamment les psychologues à se préoccuper davantage de l'élaboration des politiques sociales. Cela signifie : a) réformer le domaine de la santé mentale trop centré sur la maladie et trop dépendant de la gestion imposée par les compagnies d'assurance; b) former des psychologues qui offriront un nouveau système de soins qui ne se limite pas à un travail individuel, mais envisage un travail multidisciplinaire qui dépasse le modèle du DSM, des psychologues qui deviendront des leaders impliqués dans les politiques sociales; c) fournir une éducation générale favorisant l'engagement civique des citoyens. *Le business as usual* n'est plus une option.

20. Ajout du traducteur.